



Déclaration liminaire CTL du 16 Décembre 2019

La CGT FIP43 accuse

La CGT accuse nos gouvernants d'obliger, sous prétexte de loyauté, de propager et de défendre un projet mortifère pour l'avenir d'un réel service public de qualité et de proximité tel que le nôtre, pour l'ensemble des citoyens français et ce sur tout le territoire national.

Un Comité Interministériel de la Transformation Publique (**CITP**) a été créé pour mettre méthodiquement en place la casse des services publics générée, soi-disant, par la numérisation générale et obligatoire. Lors de sa réunion de juin les thèmes étaient, simplifier et rapprocher. Celui du 15 novembre dernier s'est attelé à mettre en œuvre les orientations définies précédemment, à savoir faciliter concrètement les relations entre l'administration et ses usagers.

Outre la simplification de l'organisation administrative, marqué par la multiplicité des structures aux formes et statuts variées qui nuisent à la lisibilité et à la cohérence des missions, l'objectif affiché est de rapprocher et équilibrer les services publics au plus près de ses administrés.

Dans ce cadre les citoyens/usagers pourront procéder aux principales démarches administratives du quotidien dans un lieu unique, à moins de 30 minutes de leur domicile, où un réseau de services publics polyvalents sera déployé. L'objectif est de couvrir chaque canton par au moins une structure **France Services** d'ici à fin 2022. Les maisons de ce réseau proposeront en un même lieu un accès à différents services de l'État et de ses opérateurs: services fiscaux, judiciaires, la Poste, le Pôle emploi, l'Assurance maladie, l'Assurance vieillesse, la Caf...

Enfin, à la même échéance, il a été acté de rendre accessible sur internet l'ensemble des démarches administratives. Afin de suivre de manière précise l'état d'avancement de ce chantier, l'Observatoire de la dématérialisation rend compte, chaque trimestre, de la numérisation de 250 démarches administratives emblématiques.

À destination des agents, de nouveaux outils numériques innovants, mobiles et collaboratifs sont en phase de mise à disposition pour plus d'efficience.

Dans ce paysage **notre Direction Générale**, menée de main de maître par notre collègue Jérôme Founel devra, une fois de plus, donner l'exemple. Encouragé par son mentor, le sinistre de l'action et des comptes publics Gérard Darmanin, et ayant fait ses preuves chez nos camarades des **Douanes** qu'il a éradiqué des 3/4 du territoire en moins de 7 ans de méfaits, nul doute qu'il réussira.... Une fois de trop.

Son ambition est claire. Il veut redéployer pour offrir une qualité de service accrue et plus de points de contact aux usagers et aux collectivités. C'est clair, simple et efficace. En résumé pour un service de qualité, supprimez-le.

Après avoir cogité secrètement, avec ses fidèles collaborateurs de **BERCY**, et avec l'aide des plus hauts responsables territoriaux placés sous la houlette des divers préfets, début juin l'annonce officielle du dépeçage méthodique des Finances publiques est officialisée.

Fidèle au principe de base d'une confiance partagée dans le cadre d'un dialogue social affiché comme étant excellent, un document appelé projet de géographie revisitée est présenté comme base de CONCERTATION.

Un détail à préciser, ce projet n'a **JAMAIS** donné lieu à un quelconque échange, ne parlons pas de concertation, avec aucune partie concernée, agents, représentants des agents, citoyens et leurs élus.

Dans le même temps une note « secret défense » tombe sur la table des divers responsables locaux. Elle précise clairement comment ces derniers doivent agir envers les élus locaux, les citoyens, les agents et leurs représentants pour leur faire avaler toutes les couleuvres. Il est aussi stipulé que toute opposition doit impérativement remonter au plus haut immédiatement.

Ce projet présenté comme démultipliant les points de contact pour les citoyens/usagers et leurs élus s'inspire de la multiplication des petits pains tout en laissant chacun sur sa faim.

Sans rentrer dans les détails, toutes les trésoreries disparaissent (15 en **Haute-Loire**). Elles sont, avantageusement nous dit-on, remplacées par 6 Services de Gestion Comptable (SGC) **afin de favoriser l'industrialisation de certaines tâches**. Cette nouvelle structure reprendra le périmètre des trésoreries à l'exception de la fonction de conseil aux collectivités. Le public pourra toujours y être reçu sur rendez-vous pour des questions nécessitant une expertise.

Premier calcul 15 moins 6, cela fait moins 9 pour la **CGT FIP 43**. Donc le bénéfice, pour les usagers et leurs élus, égale bien une perte.

Ne soyons pas négatifs pour coller à notre image de perpétuels râleurs. Prenons un deuxième exemple significatif. Notre bonne direction locale, loyale comme il se doit affiche 22 point de contacts au lieu de 15 petits actuellement. Recalcule, 22 moins 15 égale plus 7.

Enfin ils ne nous ont pas menti.

Gros problèmes quand même, nous auvergnats dans l'âme, on nous a appris, tout petits, que 7 carottes plus 3 choux ne font un total que de 7 carottes et 3 choux et non 10 carottes ou 10 choux, suivants les goûts ou les usages de chacun.

Les instituteurs dignes de ce nom disaient toujours ON NE MELANGE PAS DES ARGUMENTS QUI N'ONT AUCUN RAPPORTS ENTRE EUX, sauf à vouloir faire une purée bien sur, mais ça c'est de la cuisine... Quoique Sieur DarmaNain ne se gêne pas, semble-t-il, pour nous prendre toutes et tous pour des demeures.

Alors revenons à nos moutons. Dans ce projet dit de *CONCERTATION*, enfin plutôt d'informations biaisées de plus, 22 points d'informations sont présentés au lieu de 15.

Gros bémol, car les 15 trésoreries peuvent remplir toutes les missions dévolues à notre ministère. Demain il restera 6 structures se rapprochant des mêmes tâches.

Concernant les fameuses Maisons France Services (**MFS**)de quoi parle-t-on?

Pour être labellisée par le Préfet ces **Maisons France Services** devront respecter les bases de la **charte nationale d'engagement** et du **Bouquet de Service**. Seront aussi présents dans ces nouvelles maisons, tant les opérateurs historiques que les nouveaux entrants tels le

ministère de l'Intérieur, celui du Travail ou encore celui de la Justice. L'objectif étant le 100 % de services publics dématérialisés à horizon **2022**.

Ne seront labellisées que les structures répondant à un service minimum. Elles devront donc disposer d'au moins 2 agents polyvalents présents en permanence et pouvant être en lien direct avec des référents des administrations participantes pour les assister en cas de besoin et pour être en mesure de réaliser l'accueil de premier niveau, la confidentialité n'étant plus qu'une vue de l'esprit (accompagnement pour l'utilisation des services en lignes et réponse à des questions simples).

En clair, ces personnels logés et payés par les collectivités locales seront de droits privés, sans aucune garantie et sans formation de base. Bel exemple de progrès qui de plus est présenté comme une démultiplication de la présence des Finances Publiques au plus près des citoyens et de leurs collectivités.

Si cette présentation-là n'est pas mensongère alors oui NOUS SOMMES TOUTES ET TOUS LES CARICATURES DES POLITIQUES QUE BEAUCOUP, DRAPÉS DE JAUNE, dénoncent à l'envie.

La **CGT FIP 43** a souvent déclamé que nous vivons une période **FORMIDABLE** ou grâce à dame numérique tout est plus facile.

L'**HUMAIN**, lui, n'a qu'à suivre béatement les chemins du progrès et de la modernité ainsi tracés.

Car cette brave dame numérique, avec ses algorithmes de tri et d'aide à la décision, lui trace un avenir de rêve. Aujourd'hui on peut trier, classer, ordonner, combiner les informations les plus diverses (Nota: ça marche pas encore pour fusionner en les additionnant les carottes et les choux). L'ambition ultime de cette dame contemporaine est, à terme, de remplacer l'homme.

Là est probablement l'erreur fondamentale. Ce n'est pas parce qu'elle optimise presque à souhait qu'elle peut être taxée d'intelligente.

La seule intelligence connue est celle de l'humain. C'est elle qui a créé ce monstre moderne qui donne parfois l'impression à celui qui s'en sert d'être puissant. Là est sa faiblesse justement.

L'homme le plus puissant est aussi celui qui est le plus humble, c'est cela l'intelligence suprême.

Alors oui la CGT accuse :

-Toutes et tous les humains qui osent propager de fausses informations.

-Toutes et tous les humains qui osent présenter des informations comme étant de la *CONCERTATION*.

-Toutes et tous les humains qui obligent de part leur position dominante, sous couvert de loyauté des fonctionnaires à propager des affirmations erronées. Déontologiquement cette démarche est inqualifiable.

-Le ministre de l'action et des comptes publics d'organiser la casse des services publics dont les Finances Publiques

-Le Directeur Général de mettre en place, sans état d'âme, cette casse en essayant de plus d'y faire participer toutes les victimes de cette dérive libérale.

Alors OUI la CGT affirme, une fois de plus, que nous vivons et subissons une époque fort minable.

Pour ne pas se quitter fâchés en cette période dite de fêtes, la **CGT FIP 43** a décidé d'offrir, à qui le veut, un cadeau qui pourrait permettre de se faire une idée sur l'homme, donc l'humain et la politique.

Deux regards de femmes, hé oui il paraît que ce sont elles notre avenir, d'époques différentes peuvent éclairer notre lanterne.

L'une, très engagée, déclarait qu'**il fallait bien que la vérité monte des profondeurs du peuple, puisque d'en haut ne viennent que des mensonges.**

L'autre, engagée aussi, a déclaré qu'**elle assumait parfaitement de mentir pour protéger le président !!**

La première vivait au temps de **la Commune** et l'autre sévit actuellement.

Vous les avez probablement reconnues, l'une s'appelle Louise Michel et l'autre Sibeth N'Diaye.

Les temps changent, mais pas les humains.

Notre devoir est donc d'être vigilants au-delà de toutes gesticulations